

alter MEDIALAB

Le Laboratoire de journalisme participatif avec des étudiants et des élèves

9

MAI
2020



Jeunes, les nouvelles voix de la révolte

Équipe de rédaction

Marie-Eve Merckx
Pierre Jassogne
Manon Kleynjans
Barbara Gonzalez
Tessim Nakbi
Chaïma El Yahiaoui
Louise Luyck
Cédric Vallet
Flavien Gillié (BNA-BOOT)
Vincent Blairon
Alex GD
Pierre Vanneste
Les étudiants de l'Université Saint-Louis : Isabelle Douchi, Maïssa Mzouki, Soline Pellkofer, Rafael Rifflet, Olivia Peeters, Thibault Aktay, Julie Vanhonakker, Olivia Cocozza, Nicole Gualteros
Les élèves de 5^e secondaire de l'athénée Royale Andrée Thomas et de l'Institut Providence à Bruxelles.

Ce numéro a été coordonné par Barbara Gonzalez Galvez et Chaïma El Yahiaoui

Illustration

Olivia Sautreuil

Graphisme

Caroline Deroyer
Maude Wera
(dac-collectif.be)

Correction

Eddy Boumans

Impression

Imprimerie Havaux
(Nivelles)

L'Agence Alter est reconnue et soutenue par la Fédération Wallonie-Bruxelles comme organisme d'éducation permanente.

Alter Échos est une publication de l'Agence Alter asbl « exploratrice du social depuis 1995 ».

Siège social

rue Namèche 2B - 5000 Namur
N° d'entreprise : 457 350 545
IBAN BE97 3101 2163 4349
BIC BBRUEBB

Rédaction

Rue G. Tell 57 - 1060 Bruxelles
T. 02 541 85 20
redaction@alter.be
www.altermedialab.be

SOMMAIRE

- P. 3 **Et si je n'avais pas le droit...**
- P. 5 **Édito : La jeunesse ne se résigne pas !**
- P. 6 **Plein soleil**
- P. 10 **Tous révoltés contre l'insalubrité**
- P. 14 **Intervention policière à l'école, un recours légitime ?**
- P. 16 **La communication en ligne, au service de la contestation climatique**
- P. 19 **La désobéissance civile, un bon moyen de révolte ?**
- P. 22 **Zoom sur la révolte**
- P. 24 **L'écokot Saint-Louis, l'écologie étudiante... et militante**
- P. 26 **La précarité étudiante, un fléau sans frontières**
- P. 30 **Quelle révolution pour le COMAC Saint-Louis ?**
- P. 33 **COMAC : un cercle révolutionnaire ?**
- P. 35 **Jugement sur nos tenues**



Et si je n'avais pas le droit...

UN PHOTO-REPORTAGE DES ÉLÈVES DE L'INSTITUT PROVIDENCE

À travers nos photos, nous, jeunes femmes, avons décidé d'évoquer une problématique encore taboue en 2020. Dans certains pays, l'avortement n'est toujours pas autorisé. En se tournant vers des avortements clandestins, les femmes sont alors exposées à de graves risques de mortalité ou encore de stérilité. La société reste muette face à cette question de santé publique. Toutes les femmes, sans distinction de couleurs, de convictions religieuses, de classes sociales doivent avoir accès à

l'interruption volontaire de grossesse au nom du droit des femmes à disposer de leur corps. •

EN SAVOIR PLUS

Lire l'article d'*Alter Échos*, « Avorter en plein covid-19 », Winkel J., 21 avril 2020
<https://www.alterechos.be/avorter-en-plein-covid-19/>

La jeunesse ne se résigne pas !

Ces dernières années, de nombreux mouvements de protestation impulsés par la jeunesse ont vu le jour à travers le monde entier. Du Chili à la Belgique, comment ces jeunes parviennent-ils à se mobiliser ? Quels sont leurs moyens d'action et de révolte ? Quelles sont leurs sources d'inspiration et quels seront leurs combats demain ?

PAR L'AGENCE ALTER

En 2018, la jeune lycéenne Emma González, rescapée de la fusillade de Parkland en Floride, galvanisait les lycéens américains à la suite de son implacable discours à l'encontre de Donald Trump et des lobbys de l'armement aux États-Unis. Le mouvement et le hashtag « March for Our Lives » sont très vite lancés sur les réseaux sociaux et plus d'un million de personnes rejoindront la marche des lycéens jusqu'à la Maison-Blanche pour exiger le contrôle et l'interdiction des armes à feu. Quelques mois plus tard, la jeune militante écologiste Greta Thunberg propagera à son tour des mouvements de grève scolaire inédits dans le monde entier.

Pour la 7^e édition de son projet Bruxitizen, l'Agence Alter a proposé à des élèves et étudiants bruxellois de l'Athénée royal Andrée Thomas, de l'Institut la Providence et de l'Université Saint-Louis de travailler sur cette « révolte » des jeunes à travers des ateliers d'expression et de journalisme organisés entre les mois d'octobre 2019 et de mars 2020.

Le vendredi 13 mars dernier, ces jeunes bruxellois devaient monter sur la scène de la Bibliothèque royale (KBR) pour présenter le fruit de six mois de travail et de réflexion. Mais, pour cause de virus, notre événement fut annulé.

Il y a quelques années déjà, une autre soirée de clôture de Bruxitizen avait failli voler en éclats à la suite des attentats du Bataclan en 2015. Cette soirée-là, malgré la stupeur, le déploiement médiatique et policier, les jeunes étaient venus coûte que coûte prendre la parole durant deux heures d'émission radio en direct de Molenbeek où il était question de débattre de la place des jeunes dans les médias et au sein du débat public.

Aujourd'hui, nous saluons encore la force des jeunes à ne pas se résigner à prendre la parole. Car, malgré le confinement, ils ont tenu à réaliser l'émission radio qu'ils avaient initialement prévue en direct de Radio Panik depuis la KBR. Vous retrouverez dans cette

Tout le monde s'est déjà révolté au moins une fois dans sa vie.

publication des morceaux choisis de cette émission réalisée en mode « ultra-confiné » grâce à un désormais très célèbre outil de téléconférence. Vous découvrirez également d'autres réalisations vidéo, photo et des articles qu'ils ont réalisés durant le projet Bruxitizen.

Avant de vous plonger dans leurs productions, voici le slam qui devait introduire notre soirée de clôture. Un slam écrit par Tesnim Nabki, étudiante en master relations internationales à la VUB et ancienne participante du Medialab Bruxitizen 2018 sur les inégalités scolaires.

Mesdames, Messieurs, « *Je suis le compagnon en perpétuelle révolte contre ta captivité, qui que tu sois, et si tu n'es pas révolté en toi-même, soit que le travail ait tué toutes tes facultés de révolte, soit que tu aies pris goût à tes vices, je suis révolté pour toi malgré tout pour t'obliger à l'être.* » Jean Giono (1936)

Tout le monde s'est déjà révolté au moins une fois dans sa vie.

Contre le voisin qui bat sa femme,

Contre son patron qui discrimine, Contre l'esclavage,

Contre la peine de mort,

Pour ou contre la dépénalisation du cannabis,

Contre l'avortement, pour la liberté,

Contre le racisme, pour l'inclusion,

Contre la torture, pour le jugement équitable,

Contre le harcèlement sexuel, scolaire ou au travail, pour le respect,

Tout le monde s'est déjà révolté au moins une fois dans sa vie,

Se révolter, c'est porter sa voix. Se révolter, c'est avancer avec une cause, vers un but,

Se révolter, c'est faire avancer l'Histoire.

Se révolter, c'est s'indigner. C'est dire NON.

Comme Rosa Parks l'a fait, c'est dire NON, je refuse de céder ma place dans ce bus.

Rosa Parks, une femme racisée entourée d'hommes blancs qui a dit non pour l'égalité, pour la liberté, pour la justice.

Nous voici aujourd'hui rassemblés à la Bibliothèque royale pour la 8^e édition de Bruxitizen. Des plus jeunes aux plus âgés. Des Noirs et des Blancs. Des grands et des petits. Des femmes et des hommes. Avec nos soucis, nos rêves et nos ambitions. Tous différents. Tous uniques. Cette unicité dans la diversité.

Les jeunes présents dans cette salle ont des choses à dire. Ils ont une voix à porter.

La voix d'un jeune est pleine d'espoir, de rêves, de réalisme et d'optimisme. Parfois triste, mais jamais fataliste. Laissez les jeunes vous prouver que la révolte est universelle. Qu'elle voyage à travers le temps, elle influence et inspire. La révolte, c'est le seul espoir des jeunes.

Ahed Tamimi, Greta Thunberg, Malala, Licypria Kangujam, Loujain Al Hathloul, Emma González, Anuna De Wever. Ils l'ont fait. Certains ont été entendus. Sous la lumière des projecteurs mondiaux.

Ce soir, nos jeunes sont ici pour se faire entendre, Bruxitizen 2019/2020, c'est maintenant. Alors, écoutons-les. •

WEB +

Retrouvez en version multimédia toutes les productions de l'Alter Médialab Bruxitizen en version intégrale sur le Web : <https://www.altermedialab.be/lab/bruxitizen>.



EXTRAITS D'UNE RÉALISATION VIDÉO D'OLIVIA PEETERS, THIBAUT AKTAY,
JULIE VANHONAKKER, OLIVIA COCOZZA

Plein soleil

« La révolte est un réflexe
de l'homme vivant »

RENÉ MAGRITTE



Texte extrait de la vidéo « Plein soleil »

Dans la noirceur du monde,

On vit une vie dont on s'inquiète de l'avenir; on est bercé par les sirènes, on a 16 ans et on dit déjà qu'on a peur,

Peur d'un monde qui n'écoute pas la voix des jeunes. Cette voix continue de résonner, à travers le globe tout entier.

Quelque chose qui aide les jeunes à mener toutes ces actions, ce sont les réseaux sociaux.

On les voit souvent comme un fléau de notre société et comme quelque chose de mal, mais je pense que les réseaux sociaux peuvent nous aider à nous motiver les uns les autres, à

savoir ce qui se passe dans le monde, à savoir qu'on n'est pas les seuls à se bouger.

« Les réseaux sociaux peuvent nous aider à nous motiver les uns les autres. »

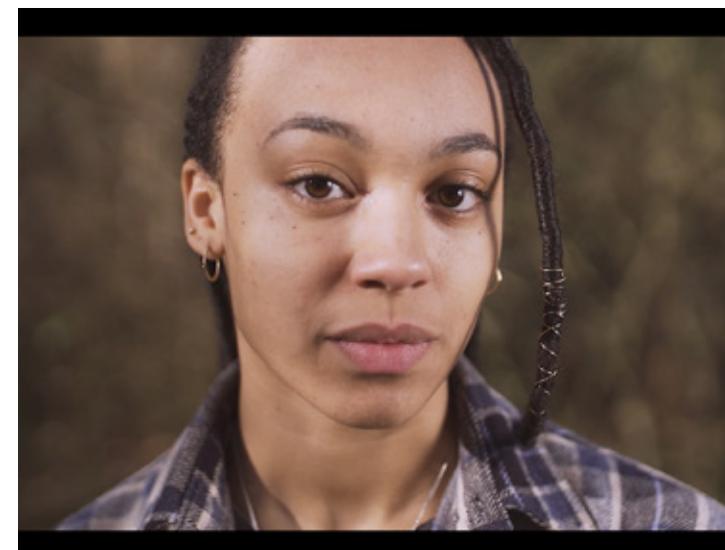
Que, même à l'autre bout de la planète, dans l'autre hémisphère, des actions sont menées, que, la jeunesse, peu importe d'où elle vient, elle veut que les choses bougent, elle se révolte,

elle comprend que le monde va mal et qu'elle a un rôle à jouer là-dedans.

Ce qui me fait le plus peur dans le monde d'aujourd'hui, je dirais que c'est l'indifférence, c'est l'égoïsme des gens, et c'est l'inertie dans laquelle ils se mettent.

De voir ce qui se passe autour d'eux, d'en prendre conscience, mais qu'au final ça provoque peu de réactions. Je ne suis pas indigné contre les gens, je suis indigné contre cette inertie.

C'est très important, en particulier pour la jeunesse, de continuer à faire entendre sa voix et, à partir du moment où on a des choses à dire et qu'on a quelque chose à apporter, je



© Alter Médialab

pense que ce n'est pas seulement important, mais nécessaire et indispensable de participer au débat et de faire porter sa voix.

La jeunesse a tendance à être moins fataliste que les adultes qui ont peut-être vécu plus d'expériences différentes, et je pense qu'on porte beaucoup d'espoir et qu'on a tendance à proposer des solutions plus ambitieuses.

S'il y a un message à faire passer aux jeunes, c'est qu'il n'est jamais trop tôt, comme il n'est jamais trop tard.

La jeunesse a pris conscience qu'on a le pouvoir de se réinventer, on est face à un livre complètement blanc qui n'attend qu'à être écrit.

Et si on le réécrit de la même manière que les générations précédentes, la donne sera toujours la même alors que, si on prend le temps d'écouter tout le monde.

Et de faire en sorte que tout le monde joue avec les mêmes cartes et sur le même plateau, je pense qu'on aura un monde beaucoup plus égalitaire et du coup beaucoup plus durable.

Magritte avait écrit en pleine guerre « le surréalisme en plein soleil » comme une résistance à la noirceur du monde pour contrer le pessimisme ambiant, en proposant une poésie plus ensoleillée. Comme un regain d'espoir, plein soleil à cette jeunesse révoltée.

WEB +

Retrouvez l'intégralité de ce court-métrage sur www.altermedialab.be

Tous révoltés contre l'insalubrité

Le 3 décembre, l'Athénée royal Andrée Thomas, un établissement de l'enseignement officiel situé sur la commune de Forest, connaissait une manifestation sans précédent. Élèves et professeurs se sont mobilisés afin de revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail.

MAISSA MZOUKI

Les élèves de l'Athénée royal Andrée Thomas (Arat) fréquentent depuis quelques années un établissement tout sauf accueillant : fenêtres cassées, pupitres délabrés et chauffage en panne depuis plus d'un an. Certains d'entre eux expliquent : « *On est en hiver et il fait super froid dans certaines classes, on doit garder nos vestes.* » C'est un élément que les professeurs avaient déjà rapporté à leur direction, car ils subissent ce désagrément tout comme leurs élèves. Cependant, aucun changement n'avait eu lieu. Quelques classes avaient de leur côté commencé à manifester leur mécontentement durant l'année dernière en effectuant des « arrêts de travail ». Néanmoins, leur âge ainsi que leur condition d'élèves avaient rendu difficile la communication avec la direction : « *On a essayé de parler calmement comme des adultes, mais, comme nous sommes des adolescents, on ne nous a pas écoutés.* »

« On est en hiver et il fait super froid dans certaines classes, on doit garder nos vestes. »

ÉLÈVES DE L'ARAT

LA MANIFESTATION COMME DERNIER RECOURS

Les élèves se sont révoltés à différents moments, encouragés par leurs professeurs à se faire entendre, que ce soit en interpellant la direction ou en refusant de retourner en classe. Le début de ces manifestations concernait tout

d'abord le manque de chauffage. Par la suite, elles se sont généralisées aux conditions de vie et de travail des élèves. La plupart de leurs manifestations se sont toujours passées dans le calme, sauf le 3 décembre où les événements ont pris une autre tournure. La désorganisation durant la période d'examens a poussé des élèves de 5^e et 6^e secondaire à agir : en effet, aucune matière d'examen n'avait été distribuée et aucune révision n'a été organisée. Ils se sont donc barricadés dans la cafétéria de l'établissement et ils ont refusé de retourner en classe. L'information a rapidement circulé via l'application « Snapchat » et un nombre important d'adolescents se sont joints au mouvement. La direction, dépassée par les événements, a alors décidé de contacter la police de Forest pour une « émeute » au sein de l'école. Selon des témoins, des échauffourées entre les forces de l'ordre et certains élèves auraient eu lieu. Claire Roekens, cheffe

« Les médias nous prennent pour des personnes irresponsables. Ce n'était pas notre but de faire passer un message négatif : nous avons juste voulu montrer ce qui se passe réellement dans notre établissement. »

ÉLÈVES DE L'ARAT

de cabinet du bourgmestre de Forest, explique que Stéphane Roberti, le bourgmestre, s'est rendu sur place en sa qualité de chef de la police, mais il n'a été mis au courant des incidents que bien plus tard. En effet, une intervention musclée de la police lors des troubles qui ont secoué l'établissement a par la suite été critiquée par les élèves de l'Arat lors d'un conseil communal. Le cabinet du bourgmestre de Forest déclare qu'« *il ne minimise en rien les faits de violence et qu'une enquête est ouverte pour déterminer ce qui s'est passé.* »

UNE « ÉMEUTE » AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT

Plusieurs témoins expliquent que ce terme d'*émeute*, à connotation très négative, a été relayé par les médias et n'a fait que desservir le mouvement des jeunes de l'Arat. Selon Claire Roekens, le terme a contribué à stigmatiser et à décrédibiliser les actions

menées : « *J'ai trouvé ça dommageable de parler d'émeute [...] C'est connoté de manière très agressive et réfère à la notion de rébellion.* » Les élèves ont rapidement créé un groupe Facebook afin de clarifier la situation, en expliquant leur désarroi face au portrait qui a été dressé d'eux à l'occasion de leur action : « *Cette situation nous a atteints et nous suivra plus tard dans nos futures inscriptions dans d'autres écoles, car les médias ont fait de nous des animaux. Ils nous ont salis et on fait passer un message aux citoyens en citant de mauvaises informations afin de protéger l'établissement scolaire. Les médias nous prennent pour des personnes irresponsables. Ce n'était pas notre but de faire passer un message négatif : nous avons juste voulu montrer ce qui se passe réellement dans notre établissement.* »

Maryam Kolly, sociologue à l'Université Saint-Louis Bruxelles, souligne pour sa part que le terme *émeute* est porteur d'enjeux : « *On assiste à la*

dépolitisation de l'action sociale concernée et, aussi, à sa caractérisation d'action menaçante pour la société civile. Cette réaction va dans le sens de délégitimer l'expression collective des jeunes et, cela, en la criminalisant et en la renvoyant au registre du délit à sanctionner pénalement. »

LES PROFESSEURS VEULENT DU CHANGEMENT

Les élèves ne sont pas les seuls à vouloir du changement : certains membres du personnel affiliés au syndicat CGSP ont décidé de faire des arrêts de travail. Les professeurs souhaitent obtenir le renvoi de l'actuelle directrice et l'engagement de personnel supplémentaire pour renforcer l'équipe en place. D'après plusieurs témoignages, tout a commencé lorsque l'ancienne direction, très appréciée, a quitté ses fonctions, étant remplacée par une nouvelle directrice et deux proviseurs. L'ancienne direction, ➔



© Alter Médialab



© Barbara Gonzalez

➔ restée en fonction pendant plus de dix-sept ans, a laissé son empreinte sur le personnel de l'établissement qui a eu du mal à s'adapter au changement d'équipe. Les conditions de travail ne se sont pas améliorées pour les professeurs : en effet, l'établissement manque cruellement d'infrastructures et de matériel, et les relations conflictuelles avec la nouvelle direction ont conduit à un grand taux d'absentéisme du côté du corps professoral.

Claire Roekens, en contact avec plusieurs professeurs, nous confie que *« ce n'est pas de gaieté de cœur qu'ils sont en arrêt maladie : c'est à cause des conditions de travail et du manque de considération pour leur métier. C'est la mort dans l'âme qu'ils renoncent à donner cours »*. Cet absentéisme des professeurs inquiète aussi les élèves, qui sont préoccupés par la validation des apprentissages nécessaires à leur réussite scolaire.

« Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'ils sont en arrêt maladie : c'est à cause des conditions de travail et du manque de considération pour leur métier. C'est la mort dans l'âme qu'ils renoncent à donner cours. »

CLAIRE ROEKENS

QUELLES RÉPONSES DU RÉSEAU WALLONIE-BRUXELLES ENSEIGNEMENT ?

On l'a déjà relevé, la liste des problèmes déplorés par les élèves de l'Arat est longue : un bâtiment vétuste, un manque d'hygiène et d'organisation de la part de l'établissement et du matériel manquant ou défaillant. La direction de l'établissement n'a pas souhaité réagir et s'en réfère à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Jean Leblon, administrateur général pour le réseau Wallonie-Bruxelles Enseignement (*ad interim*) et en charge du dossier, explique que le bâtiment de l'Arat est en assez bon état par rapport à d'autres établissements. Les soucis rapportés par les élèves et les professeurs sont davantage liés à des défauts d'entretien. Mais en ce qui concerne certaines réparations, il déclare que des choses sont réalisables : *« Un état des lieux est en cours. »* Cependant, selon Jean Leblon, des

demandes d'autre nature, comme l'augmentation du nombre d'éducateurs, sont impossibles à rencontrer : *« Il y a des normes qu'on ne peut pas modifier et le nombre d'éducateurs est fixé en fonction de la taille de l'établissement. »* Quant au renvoi de la direction, c'est une solution qui n'est pas envisageable : *« La direction est nommée et a des droits. Il y a des procédures et rien n'est sur la table en tout cas. »* Il est évident pour Claire Roekens que remplacer la direction ne serait *« qu'une réponse sommaire aux inquiétudes [...] Changer la direction serait juste la mesurette prise pour satisfaire les gens »*.

CONCRÈTEMENT, QUEL FUTUR POUR L'ARAT ?

Un problème plus fondamental concernant l'Arat réside dans son taux de fréquentation en baisse. Afin de régler ce problème, il faut que calme et sérénité reviennent au

sein de l'établissement, estime Jean Leblon : *« L'établissement n'est pas en bonne santé du point de vue de sa population : il y a de moins en moins d'élèves, la situation est préoccupante. »* Quel que soit le futur de l'établissement, Claire Roekens regrette le manque de place laissée à l'opinion des jeunes : *« L'école doit subir une remise en question fondamentale et considérer les élèves. On est passé à autre chose au niveau du rapport au savoir, avec Internet et les technologies : il faut apprendre d'autres choses et différemment. »*

À travers leurs revendications, les élèves expriment leur colère face à la société et leur situation : selon Maryam Kolly, sociologue à l'Université Saint-Louis, *« ils ont conscience d'être dans un régime social à deux vitesses : celui qui sépare ceux qui sont nés du bon côté de la barrière et ceux qui sont nés du mauvais côté, les écoles d'élites versus les écoles poubelles, les quartiers*

aisés versus les quartiers pauvres. Ils sont au courant de l'inégalité des chances, d'un déterminisme social contre lequel il faut lutter cent fois plus pour créer des espaces de choix pour s'en sortir. Dès lors, l'hygiène et la salubrité des bâtiments sont certes capitales, mais c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase par rapport à un ensemble de déficits de ressources et d'opportunités ». •

WEB +

Écoutez les élèves de 5^e secondaire de l'ARAT dans une émission spéciale enregistrée et diffusée en direct de leur école le 12 février 2020.

<https://www.radiopanik.org/emissions/bruxelles-nous-appartient/la-base-emission-n69/>



Intervention policière à l'école, un recours légitime ?

En décembre dernier, la direction de l'Athénée royal Andrée Thomas appelait la police pour calmer un mouvement de grève des élèves et professeurs au sein de son établissement. L'intervention de policiers au sein de l'établissement scolaire fait débat. Entretien avec Rémy Farge, formateur à la Ligue des droits humains.

UNE INTERVIEW RADIO RÉALISÉE PAR UNE CLASSE D'ÉLÈVES DE CINQUIÈME SECONDAIRE À L'ATHÉNÉE ROYAL ANDRÉ THOMAS AVEC RÉBECCA ET AZZEDIN AU MICRO.

L'intervention musclée de la police au sein de notre établissement et le recours à la police par la direction sont-ils punissables ?

S'il y a eu violence policière, ce seront les policiers les responsables. Les personnes qui font l'acte. Ce que dit la loi, c'est que l'usage de la force – c'est le terme légal – doit être prévu par la loi. L'objectif doit être légitime et ça doit être fait de manière proportionnée. C'est vraiment le terme qui est important dans la loi, c'est-à-dire qu'en effet la police peut parfois faire usage de la force, mais uniquement dans certains cas. Et elle doit faire usage de celle-ci de la manière la « moins violente possible ». Donc si une personne est immobilisée, on ne

la frappe pas ou on ne continue pas à lui faire mal si ce n'est pas rendu totalement nécessaire. C'est la logique de la loi.

Concernant les sanctions, il y en a deux types : les sanctions disciplinaires et les sanctions pénales. Les sanctions dites disciplinaires prises en interne. Dans ce cas, l'on voit parfois des policiers qui ont l'obligation de rester chez eux, qui sont suspendus pendant une certaine durée ou qui ont une retenue sur le salaire, etc. À côté de ça, il y a des sanctions pénales, qui relèvent de la justice. C'est donc un procès dans lequel des juges trancheront pour savoir si le policier est coupable ou pas. S'il est coupable, il y a deux options. Souvent, ce qu'on constate, malheureusement ou pas,

Qu'est-ce que le profilage ethnique ?

Le profilage ethnique désigne une intervention policière discriminatoire à l'égard d'un individu ou d'un groupe en fonction soit de sa couleur de peau, de son origine ou supposée origine ethnique, soit de sa religion ou tout autre critère protégé par la législation anti-discrimination. Le profilage racial est donc une pratique illégale.

c'est qu'il bénéficie de ce qu'on appelle une suspension du prononcé. C'est-à-dire que le policier ou la policière est reconnu coupable par la justice, mais qu'il ne va pas avoir de peine effective et donc que son casier judiciaire sera vierge, etc.

Parfois aussi, ils vont avoir une peine : des amendes, parfois des peines de prison avec sursis ou parfois des peines de prison ferme. C'est très compliqué d'obtenir des condamnations de policiers, cela arrive, mais c'est compliqué sur le plan belge. Et donc parfois les personnes les plus motivées – et il y en a en Belgique – après des années et des années de combat sur le plan judiciaire en Belgique, vont aller devant la Cour européenne des droits de l'homme et quelquefois celle-ci condamnera la Belgique par rapport à des faits de violences policières, parfois même avec des discriminations, mais c'est extrêmement long, jusqu'à une dizaine d'années.

Les personnes victimes d'une bavure policière ont-elles le droit de poster une vidéo ou une photo prouvant une bavure policière sur les réseaux sociaux ?

C'est une question qui est vraiment d'actualité et qui est extrêmement importante ! La Ligue le rappelle constamment : filmer la police, puisque aucune loi ne l'interdit, c'est alors autorisé, et donc c'est un droit. Cette logique juridique est d'ailleurs confirmée par toute une série de jugements en justice. La deuxième question fondamentale est le droit de diffuser les images. Il y a une mise en balance à faire qui sera toujours établie par un ou une juge. Entre, d'un côté, le droit à l'image des policiers et, de l'autre, la liberté d'expression de la personne qui filme et qui diffuse les images, d'informer et le droit du public d'être informé. Cette mise en balance est de plus en plus claire. Ce sera

toujours au cas par cas, il n'y a pas de règle absolue. Ce que dit à la fois la doctrine et la jurisprudence, c'est que, face à une information d'intérêt général, le droit à l'image des policiers va s'effacer face au droit d'informer et à la liberté.

« Face à une information d'intérêt général, le droit à l'image des policiers va s'effacer face au droit d'informer et à la liberté. »

Quel recours a-t-on face à la violence policière ? Peut-on porter plainte ? Si oui, vers qui doit-on s'orienter ?

Je rencontre beaucoup de personnes qui sont victimes de violences policières, mais qui ne vont pas porter plainte parce qu'il y a toute une série d'obstacles. Les personnes qui veulent porter plainte peuvent aller dans un commissariat de police directement, mais on conseille de ne pas aller dans le commissariat où travaille le policier

ou la policière en question. N'importe quel commissariat a l'obligation de prendre une plainte. On constate malheureusement que ce n'est pas toujours le cas. Mais il y a d'autres voies de recours : on peut aussi porter plainte auprès du parquet, du ministère public ou auprès d'un juge d'instruction. On peut aussi directement porter plainte devant le Comité P (l'organe en charge des contrôles des services de police).

Ce qu'on conseille avant tout, pour les personnes qui veulent porter plainte, est deux choses :

Premièrement, récolter des preuves. C'est extrêmement important, car on sait que c'est difficile d'avoir gain de cause en justice. Ce n'est pas impossible du tout, mais c'est très difficile. Ça peut être des photos, des vidéos du policier, mais c'est aussi récolter des témoignages, s'il y a des traces physiques : les prendre en photo, faire constater les lésions et autres blessures par un médecin pour produire un certificat médical.

Ce sont des preuves qu'on retrouve souvent dans les dossiers et qui sont très importantes.

Et le deuxième conseil, allez voir un avocat ou une avocate spécialisée. Nous, à la Ligue, nous connaissons pas mal d'avocats et d'avocates. Il ne faut pas hésiter à nous appeler pour qu'on puisse vous orienter vers des cabinets d'avocats spécialistes dans ces matières-là.

Et après, avec ces avocats, décider de la meilleure stratégie pour porter plainte, auprès de quel organe, etc. •

WEB +

Écoutez l'intégralité de l'émission de l'interview sur <https://www.altermedialab.be/lab/bruxitizen/>

La communication en ligne, au service de la contestation climatique

Les jeunes sont de plus en plus nombreux à se révolter pour la question du réchauffement climatique. Les mouvements tels qu'Extinction Rebellion (XR) et Youth for Climate ont compris que, pour mobiliser un maximum de personnes, les réseaux sociaux pouvaient être un atout. Ce type de communication sert-il à la contestation ? Pour en savoir plus, nous sommes allés à la rencontre de Jean Sobczak et Julie Schümmer, respectivement membres de l'équipe communication des mouvements Extinction Rebellion (XR) et de Youth for Climate.

ISABELLE DOUCHI

Comme beaucoup de mouvements de contestation, XR et Youth for Climate sont présents sur les réseaux sociaux. Ils utilisent ce médium principalement pour communiquer à propos des actions qu'ils mènent sur le terrain, en créant des événements sur Facebook notamment. Twitter et Instagram sont aussi des incontournables. Plus spécifiquement, Youth for Climate communique également via des applications comme Discord, WhatsApp ou encore par mail. Selon Julie Schümmer, « les mails sont plus formels et servent à atteindre des personnes de différentes organisations. WhatsApp permet de communiquer en temps réel pendant les actions ou lorsqu'une réponse rapide est requise. Discord permet d'avoir un endroit où

toutes les informations importantes sont centralisées ». Ce mouvement essaye aussi d'être présent dans des médias plus traditionnels, tels que la presse, la télé et la radio. XR, quant à lui, utilise principalement les réseaux sociaux pour signaler ses actions, mais aussi afin de créer une sorte de coalition avec d'autres mouvements du même type, comme Youth for Climate ou encore Greenpeace. Cela se passe principalement via le partage de certains contenus.

L'UTILITÉ D'UNE PRÉSENCE EN LIGNE
« La présence en ligne est indispensable, car elle permet de mobiliser un maximum de personnes et permet au mouvement de prendre de l'ampleur », explique

Jean Sobczak, de XR. La participation est favorisée et la transmission d'informations, simplifiée, même si la relation entre XR et les réseaux sociaux tels que Facebook est assez ambiguë. En effet, « le mouvement n'entretient pas de grandes affinités avec les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon), qui ne sont pas connus pour être très écolos. Mais il faut se rendre à l'évidence, si nous n'utilisons pas ces outils-là, c'est impossible de toucher le plus grand nombre, car notre objectif est de mobiliser en masse. Cela fait entièrement partie de la stratégie du mouvement à long terme ». Cela étant, comme l'équipe de communication de XR le précise, d'autres moyens de communication sont utilisés, comme des petites conférences, baptisées « XR Talk ». Celles-ci permettent

de créer une relation plus « intime » avec les participants, qui ont l'occasion de poser des questions et d'interagir dans un cadre plus restreint. « Cela permet aussi d'inciter les gens à l'action, ce qui est un des buts principaux de XR. » Les posts sur les réseaux sociaux et ces conférences fonctionnent donc en parallèle et sont les moyens de communication principaux du mouvement. Pour Youth for Climate, la présence en ligne est également indispensable : « Lorsque la page prend de l'ampleur, que notre message est partagé via les réseaux, on peut parler de mobilisation concrète via Internet. Et surtout lorsqu'il y a de nouvelles actions qui s'organisent, il permet alors de tenir les jeunes au courant des lieux de rendez-vous et de l'horaire, et donc de toucher rapidement un maximum de personnes. »

LES JEUNES, UN PUBLIC DÉCISIF

Les réseaux sociaux sont ciblés, surtout pour mobiliser les jeunes qui sont très actifs sur ces plateformes. Et particulièrement pour Youth for Climate, qui, comme le nom l'indique, a pour cible la frange la plus jeune de la population : « Les réseaux sociaux servent à se rapprocher des personnes qui suivent les idées du mouvement et à garder les gens au courant de ce qu'il se passe au sein de l'organisation. Ainsi, les jeunes peuvent suivre l'avancement et l'impact que le mouvement a au fil du temps. C'est donc devenu l'outil le plus simple pour avoir un contact direct et facile avec la jeunesse. »

Cependant, selon Jean Sobczak, bien que les jeunes soient une des cibles d'Extinction Rebellion, ils sont plus difficiles à toucher, en tout cas en Belgique, sans doute en raison du fait qu'il existe une diversité d'autres mouvements du même type, qui sont plus orientés « jeunes », comme Youth for Climate. Ils ont alors le réflexe de se tourner vers ce genre de mouvement.

XR et Youth for Climate : les présentations

Le mouvement **Extinction Rebellion (XR)** est créé en mai 2018 au Royaume-Uni, mais prend de l'ampleur et devient international au fil des mois. En Belgique, c'est à partir du début de l'année 2019 que XR se développe. Il se décrit comme un mouvement social, mais qui veut aller au-delà des revendications climatiques (en demandant une démocratie plus directe par exemple). Il part de trois constats avec, premièrement, les faits scientifiques catastrophiques. En effet, selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), plus de trois quarts de la planète sont exploités par les humains, et la température moyenne a augmenté de 0,87 °C. Ensuite, selon XR, le système politique actuel, qui comporte des verrous à différents niveaux, empêche l'action radicale et rapide. Et enfin, la désobéissance civile de masse

apporte, selon ce mouvement, de réels changements. Et de citer l'exemple de Rosa Parks : en refusant de céder son siège à une personne blanche, elle commit un acte de désobéissance civile qui aura marqué les esprits et changé l'Histoire. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Youth for Climate est un mouvement apolitique fondé par Anuna de Wever et Kyra Gantois. Son but est d'envoyer un signal clair au prochain gouvernement : il devra être « climatique ». Pour le mouvement, « la politique climatique actuelle, tant locale, nationale qu'internationale, n'est pas assez ambitieuse et ne peut pas nous offrir un bon avenir ». Il a donc comme revendication principale l'inaction du gouvernement face à la situation climatique actuelle, qui est trop souvent reléguée au second plan. La mobilisation est alors primordiale afin de faire bouger les choses, et ce le plus vite possible. Pour Youth for Climate, ce n'est pas à eux de trouver des solutions, mais ils espèrent que l'expertise, trop souvent ignorée, d'experts climatiques sera prise en compte.

Mais les jeunes ne sont pas pour autant moins révoltés. On a pu le voir notamment lors des marches pour le climat organisées l'année passée : la mobilisation des jeunes est bien présente, malgré une certaine baisse de fréquentation au fil des mois. « On remarque une diminution du nombre de jeunes présents aux marches centralisées, mais une augmentation assez importante des actions organisées à travers la Belgique », relève Julie Schümmer. Pour Jean Sobczak, « il y a une réelle prise de conscience, les jeunes sont sensibilisés à la question climatique comme on a pu

le voir lors des marches hebdomadaires ayant eu lieu l'année passée ». Selon lui, et pour XR en général, la prochaine étape est d'aller un cran plus loin : « Il s'agit de proposer aux jeunes de participer à des actions de désobéissance civile ou de faire des actions plus directes, qui pourraient éventuellement avoir des changements plus concrets. »

Les mouvements climatiques ont donc tout à gagner à communiquer en visant cette partie de la population : « Les jeunes sont l'élément clé en termes de mobilisation puisque, jusqu'ici, les manifestations et protestations étaient →

➔ *perçues comme un acte "adulte". Les jeunes pensaient qu'il fallait en connaître tout un rayon sur la politique ou le climat pour avoir une certaine légitimité à descendre dans la rue», souligne Julie Schümmer. Leur mobilisation, s'ajoutant à celle de leurs aînés, permet de faire plus de bruit et de peser plus lourd dans la balance. Ceux qui sortent dans les rues afin de faire entendre leurs revendications ne sont donc plus des cas à part, qui seraient en marge de la société, mais des citoyens lambda qui ont peur pour leur avenir. De plus, «cela rend le sujet plus actuel et donne du poids à l'urgence».*

On le voit, il existe bien une codépendance entre communication et contestation. Pour Jean Sobczak, «sans la communication, la mobilisation ne fonctionne, en général, pas. Et si la mobilisation fonctionne, les médias la suivent et relaient». Pour Julie Schümmer, «si l'on conteste quelque chose sans le communiquer, alors il n'y aura pas d'impact et la situation n'aboutira nulle part». Il y a donc nécessité d'entretenir ce que l'on pourrait appeler un «cercle vertueux», afin que la résonance soit maximale et que les résultats aient le plus d'impact.

XR : DES ACTIONS EN BELGIQUE ET À L'ÉTRANGER

XR n'est pas novice en termes d'action et de protestation. Le 18 janvier, à l'occasion du Salon de l'auto à Bruxelles, une centaine d'activistes se sont mobilisés. Ils demandaient une plus grande considération de l'urgence climatique dans le secteur de l'automobile, notamment concernant les émissions de CO₂. Certains se sont menottés à des voitures en exposition et du faux sang a été étalé sur certaines d'entre elles.

Lors d'un spectacle de son et lumière ayant eu lieu sur la Grand-Place fin 2019, plusieurs membres étaient présents afin de lire à haute voix une «déclaration de rébellion». Leurs

voix ont cependant été étouffées par la musique qui a repris de plus belle, afin de diminuer l'ampleur de leurs revendications. Un autre rassemblement avait déjà eu lieu dans les jardins du palais royal en octobre dernier. Le palais étant un lieu où il est interdit de manifester, la police est intervenue de manière assez musclée, et a gazé un professeur de l'UCL, Olivier De Schutter. À la suite de cet événement, une enquête a été ouverte.

«La présence en ligne est indispensable, car elle permet de mobiliser un maximum de personnes et au mouvement de prendre de l'ampleur»

JEAN SOBCZAK, DE XR

Mais le mouvement œuvre aussi à l'étranger. Deux «Semaines internationales de la rébellion» ont déjà été organisées. Lors de la première, 33 pays ont été le berceau de divers mouvements de protestation, avec des actions dans 80 villes. Lors de la deuxième, des villes telles que Berlin, Londres, Paris ont été touchées, particulièrement par le blocage de certains lieux publics (centres commerciaux, places...).

INFOS ACTIONS YOUTH FOR CLIMATE

Youth for Climate est connu pour l'organisation des marches pour le

climat, organisées chaque jeudi depuis le mois de janvier 2019 et ayant mobilisé beaucoup de jeunes. Le 15 mars 2019 a eu lieu la première «Global Strike for Future». Près de 30.000 jeunes s'étaient mobilisés afin de faire entendre leurs revendications concernant la situation climatique actuelle et ses conséquences futures. Ce jour-là, des marches se sont organisées un peu partout en Belgique, notamment à Anvers, Mons et Louvain-la-Neuve. La deuxième grève date du 24 mai et fêtait les 19 semaines consécutives de marches hebdomadaires. Environ 7.500 personnes ont été manifester dans les rues. Youth for Climate avait aussi appelé les syndicats à se joindre à eux.

Plusieurs activistes se sont rassemblés lors d'une action-surprise au Parlement européen le 19 novembre 2019. Environ 40 personnes sont venues demander aux membres du Parlement de prendre en considération les enjeux climatiques lors de l'élaboration de la Commission européenne. La mobilisation la plus récente s'est déroulée le vendredi 6 mars dernier. À 14 h, les manifestants, qui avaient comme point de rassemblement la gare Centrale, se sont mis en marche pour rejoindre le Cinquantenaire, en passant entre autres par le quartier européen. Selon une estimation de la police, 3.400 participants seraient allés manifester, accompagnés de la jeune Suédoise Greta Thunberg.

Les actions de Youth for Climate sont internationales. Lors des «Global Strikes for Future», des jeunes de plus de 120 pays sont descendus dans les rues. Des événements ont été organisés dans différents pays d'Europe, comme la France, le Luxembourg, l'Allemagne ou encore l'Italie. L'Australie, l'Ouganda et la Chine ont aussi connu des mouvements de mobilisation contre le dérèglement climatique. •

La désobéissance civile, un bon moyen de révolte ?

Interview d'Olivier De Schutter, professeur de droit à l'Université catholique de Louvain et membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU. Propos recueillis par Isabelle Douchi.

ISABELLE DOUCHI

Le 12 octobre dernier, une action de désobéissance civile organisée par le mouvement Extinction Rebellion s'est déroulée place des Palais et place Royale à Bruxelles. Olivier De Schutter, professeur de droit à l'Université catholique de Louvain et membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU, y a été gazé par la police. Afin d'en savoir plus sur l'avis du principal intéressé concernant cet incident, et sur la désobéissance civile en général, nous lui avons posé quelques questions.

La désobéissance civile est une méthode d'action contestée.

Comment la considérez-vous ?

La désobéissance civile fait partie des nombreuses manières par lesquelles l'opinion publique peut être interpellée et les responsables politiques,

influencés. La grande différence avec les manifestations ou pétitions, c'est que les personnes qui recourent à la désobéissance civile courent le

«Si une personne accepte le risque de la désobéissance civile, c'est que sa conviction est forte»

risque de poursuites, y compris de poursuites pénales : en ce sens, elles «paient de leur personne», elles acceptent de se mettre en danger, et

cela ne peut que renforcer le poids de leurs revendications, car le public comprend que, si une personne accepte ce risque, c'est que sa conviction est forte.

Pourquoi est-elle un bon moyen de révolte selon vous ?

Il faut distinguer deux modalités de la désobéissance civile. La première, c'est la violation délibérée d'une législation dont on dénonce l'iniquité et que l'on conteste en la violant : ce sont par exemple des objecteurs de conscience qui refusent de partir pour la guerre, des femmes qui affirment avoir subi une interruption volontaire de grossesse dans un État où cela est illégal, les partisans de Gandhi qui bravent l'interdiction de recueillir le sel pour protester contre le régime de la colonie britannique ou, encore, dans la lutte ➔

→ contre la ségrégation raciale aux États-Unis, des étudiants noirs qui occupent des places réservées aux Blancs... L'autre manière de recourir à la désobéissance civile, c'est de violer une règle afin de protester contre une politique que l'on conteste, mais qui demeure distincte de la règle que l'on viole : c'est ce que font les militants d'Extinction Rebellion, lorsqu'ils demandent une politique beaucoup plus forte de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et sont prêts, pour faire passer leur message, à braver des interdictions de la police. Cette seconde forme de désobéissance civile est moins forte symboliquement, mais, quand d'autres canaux d'expression sont coupés ou inefficaces, je comprends que l'on puisse y avoir recours.

En octobre 2019, lors d'une manifestation d'Extinction Rebellion, vous avez été gazé par un policier. Quelles ont été votre première pensée et votre première réaction face à l'attitude de la police envers vous, et envers les autres manifestants ?

Je pense que ce geste du policier qui, à bout portant, m'a aspergé de gaz au poivre est très inquiétant. Il y avait sur cette place des familles, des enfants en bas âge, beaucoup de jeunes d'une vingtaine d'années. Ils protestent contre l'inertie des politiques. On leur répond en leur envoyant des chiens, des canons à eau, des gaz lacrymogènes... Quels citoyens formons-nous ? Quel est le message envoyé à la génération qui vient ? Politiquement, cette réaction est extraordinairement décevante et totalement contre-productive. Le moins que l'on aurait pu attendre du bourgmestre Philippe Close, c'est qu'il vienne sur place, pour parlementer, écouter, comprendre la désespérance des gens.

Quelques mois se sont passés depuis les événements. Avec du recul, pensez-vous que les choses auraient pu se passer différemment, et auriez-vous agi d'une autre manière ?

J'étais sur place à l'invitation des organisateurs pour prononcer un discours sur la non-violence, à l'occasion du 150^e anniversaire de la naissance de Gandhi. Je n'ai jamais pu prononcer ce discours. Comme beaucoup, je

« On leur répond en leur envoyant des chiens, des canons à eau, des gaz lacrymogènes...
Quels citoyens formons-nous ?
Quel est le message envoyé à la génération qui vient ? »

me suis trouvé pris au piège, on m'a repoussé au moment où je voulais sortir de la place, lorsque la police a commencé à fermer les issues. Et c'est alors que je tentais de parlementer avec la police, après avoir vu une jeune fille se faire violemment traîner

par terre, que l'on m'a aspergé de gaz au poivre. Je suis heureux d'avoir été là, car je comprends mieux maintenant ce que ressentent les jeunes qui dénoncent cette absence d'écoute.

Selon vous, le comportement de la police joue-t-il un rôle important dans le déroulement d'une action et sur ses répercussions (notamment en portant préjudice au message porté lors d'une action) ?

La réaction de la police était clairement disproportionnée et injustifiable. Mais ces policiers, jeunes pour la plupart, sont comme nous : ils vont subir, eux aussi, les ruptures climatiques, ils ont eux aussi des enfants. Il me semble que l'usage abusif des moyens d'intervention ne peut s'expliquer que par une sorte de conditionnement qu'ils ont subi. On a dû leur dire, j'imagine, que les gens réunis par Extinction Rebellion étaient de dangereux extrémistes, décidés à créer le plus de désordre possible. Les responsabilités sont politiques, plus qu'opérationnelles.

Pour vous, certaines choses devraient être changées en matière de désobéissance civile ?

Une jurisprudence timide émerge, qui reconnaît que la réaction de la société face à ce type d'infractions doit tenir compte des motifs que poursuivent celles et ceux qui recourent à la désobéissance civile, au nom d'une certaine conception de l'intérêt général. On l'a vu par exemple en France face à des poursuites de protestataires qui, symboliquement, ont enlevé des portraits du président Macron dans des édifices publics. C'est intéressant, mais en un sens c'est contradictoire, car c'est justement parce qu'elles courent le risque de sanctions, et l'assument, que les personnes qui recourent à la désobéissance civile

« Cette mobilisation des jeunes, c'est une grande source d'espoir. Mais je crains la dissociation d'avec le combat politique, et je redoute une fragmentation de plus en plus grande entre celles et ceux qui manifestent dans les rues, d'une part, et les décideurs politiques, d'autre part. »

parviennent à interpeller l'opinion. Sans ce risque, le poids de leur message s'en trouvera nettement amoindri.

Un mouvement tel qu'Extinction Rebellion peut-il vraiment, par des actions de désobéissance civile notamment, produire un réel changement des mentalités et faire en sorte que de réelles mesures soient prises ?

Seul, certainement pas. Une pluralité de modes d'action est souhaitable. L'important évidemment, c'est que l'on ne choisisse pas des modalités d'action qui divisent ou risquent de détourner les gens du combat pour le climat. C'est pourquoi il faut absolument éviter toute violence, sur les personnes comme sur les biens, et demeurer dans une désobéissance symbolique, c'est-à-dire non violente.

Les jeunes sont-ils l'avenir en termes de mobilisation, et principalement sur la question climatique ?

Les impacts des changements climatiques seront principalement éprouvés, dans nos pays, à partir des années 2030. Donc oui, les jeunes ont des raisons de dire leur inquiétude : ils comprennent, comme nous le comprenons tous intuitivement, que la question climatique n'est pas traitée comme l'urgence qu'elle constitue pourtant, parce que les politiques sont d'une autre génération, pour qui cette menace est en quelque sorte moins perceptible – plus abstraite. Pour moi, que la perspective des ruptures climatiques terrorise, cette mobilisation des jeunes, c'est une grande source d'espoir. Mais je crains

la dissociation d'avec le combat politique, et je redoute une fragmentation de plus en plus grande entre celles et ceux qui manifestent dans les rues, d'une part, et les décideurs politiques, d'autre part, qui sont censés les représenter. Je vais consacrer toutes mes forces, dans les années qui viennent, à éviter que ce gouffre ne se creuse. Car, pour la santé de nos démocraties, ce serait une grave menace. •

WEB +

Lire et écoutez aussi
« La désobéissance civile,
un acte légitime ? »
production Alter Médialab
2018 : www.altermedialab.be



Zoom sur la révolte

Retranscription d'une émission qui interroge et décrypte le sens et les moyens de la révolte chez les jeunes. Désobéissance civile, action directe, anarchie, violence, engagement, black bloc, comment amorcer un changement ?

UNE ÉMISSION RADIO PRÉPARÉE EN CONFINEMENT PAR NICOLE GUALTEROS URREA, LUCE GULDEMONT, HARRISON MANDAKA, BERENICE HAMZA, JOACHIM GALOUL, SYLVAIN POIVRE... ET AVEC LES ÉCLAIRAGES DE BÉNÉDICTE ZITOUNI, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS.



ALTER MÉDIALAB : Comment percevez-vous la désobéissance civile ?

BÉNÉDICTE ZITOUNI : Elle me pose problème, cette notion de désobéissance civile, parce qu'elle met en scène un citoyen qui serait à charge de décider s'il obéit ou désobéit. Or, quand des citoyens, des communautés, des mouvements, des gens se mettent en lien et en réseau, ils mettent en place une résistance. On est donc plus proche de l'action directe que de la

désobéissance civile. Ce sont des gens qui résistent contre un régime qui est criminel et qui est totalement injuste. Et qui se donne les moyens d'arrêter la machine. L'action directe, c'est mettre son corps et sa vie, très souvent, à travers les roues de la machine ou de destruction qu'il y a. C'est rendre impossible la prise d'une machine sur nos corps, sur nos vies, sur notre intimité. C'est prendre tous les moyens possibles et imaginables pour arrêter cette destruction qui est en train de se faire.

AML : C'est quoi le black bloc ?

UNE ACTIVISTE BLACK BLOC : Tout d'abord, je voudrais dire que j'en ai marre d'entendre que les black blocs sont un mouvement, un courant de pensée qui réunirait des gens. Pas du tout, le black bloc, ce n'est pas un mouvement, il s'agit d'une tactique de manifestation spontanée qui se forme dans les cortèges. C'est un agrégat de personnes qui ne font pas partie d'un même spectre politique et qui vont se former de manière anonyme

puisqu'elles sont cagoulées. Le but de cette technique est de permettre à des personnes de sortir du cortège durant une manifestation pour faire une action directe et de les protéger des charges policières. L'idée du black bloc, c'est la solidarité.

AML : Votre avis sur l'usage de la violence ?

BZ : Ce n'est pas la violence telle qu'elle est prise dans les sciences politiques comme la grande question : est-ce que le changement requiert de la violence ou pas ? En fait, la violence chez moi, elle est le point de départ. Il y a violence. Et donc comment on fait avec ça, comment on change la situation à partir d'une situation qui est violente intrinsèquement ? Dans ce sens-là, oui ça a tout avoir avec le changement, mais c'est un point de départ plutôt qu'un outil. Ce n'est pas un outil. Elle est là, la violence, qu'on le veuille ou non.

AML : Qu'est-ce que l'anarchie ?

BZ : Je n'ai jamais travaillé sur les doctrines politiques de l'anarchie. Quand j'entends le mot anarchie, pour moi, c'est un système de pensée dans lequel l'État est remis en question. [...] L'anarchie est extrêmement utile et indispensable dans notre réflexion sur l'État, sur l'ensemble de l'appareil pour gouverner. Pour moi, c'est ça, c'est la remise en question de l'État. L'anarchie, ce n'est pas la négation du pouvoir. [...] Le pouvoir, il est là, mais il est régulé autrement. [...]

AML : Qu'est-ce que l'engagement ?

BZ : L'engagement est un terme que je n'aime pas beaucoup parce que c'est à nouveau un terme qui juge. [...] Une des choses que je trouve très importante et qui a un lien avec l'engagement, c'est de reconnaître la spécificité du militant ou de l'activiste. Je trouve qu'on doit quand même faire la différence pour honorer et montrer

davantage le travail de militant et d'activisme. [...] Plutôt que d'être tout le temps à demander : est-ce que t'es engagé, t'es pas engagé ? Explorer les engagements pris par les uns et les autres, c'est là où l'on va essayer d'y croire, faire bouger les choses, mais aussi accepter les différences des uns et des autres. Donc, c'est une réelle question.

AML : Qu'est-ce que la révolte ?

BZ : La révolte, c'est un très beau terme puisque, quand on est révolté, il y a quelque chose d'un cri de colère : ça suffit ! Pour moi, il y a de ça. Qui est donc autre chose que de se mobiliser pour une cause ou militer. Mais dans la révolte, ce que je trouve assez joli, c'est que ça met au premier plan le refus. Et alors au deuxième plan évidemment, c'est qu'on sort, on va quelque part dans l'espace public, qu'on acte ce refus. Mais il y a ce refus, qui est assez réjouissant quand même. C'est dire : « Non, stop ! »

AML : Pour finir cette émission, nous vous laissons méditer sur un extrait du film Le dictateur de Charlie Chaplin, puisque nous sommes les adultes de demain et qu'il nous reste peut-être, et même certainement, un monde à changer.

« Je suis désolé, mais je ne veux pas être empereur, ce n'est pas mon affaire. Je ne veux ni conquérir ni diriger personne. Je voudrais aider tout le monde dans la mesure du possible. Nous voudrions tous nous aider si nous le pouvions. Les êtres humains sont ainsi faits. Nous voulons donner le bonheur à notre prochain, pas lui donner le malheur. Nous ne voulons pas haïr ni humilier personne. Chacun de nous a sa place. Et notre terre est bien assez riche, elle peut nourrir tous les êtres humains. Nous pouvons tous avoir une vie belle et libre, mais nous l'avons oublié. L'avidité a empoisonné l'esprit des hommes, a barricadé le monde avec la haine, nous a fait

somber dans la misère et les effusions de sang. Nous avons développé la vitesse pour nous enfermer en nous-mêmes. Les machines qui nous apportent l'abondance nous laissent dans l'insatisfaction. Les avions, la radio nous ont rapprochés les uns des autres. Ces inventions, nous trouverons leur vrai sens que dans la bonté de l'être humain, que dans la fraternité, l'amitié et l'unité de tous les hommes. Je dis à tous ceux qui m'entendent : "Ne désespérez pas !" Le malheur qui est sur nous n'est que le produit éphémère de l'avidité, de l'amertume de ceux qui ont peur des progrès qu'accomplit l'humanité. Mais la haine finira par disparaître et les dictateurs mourront, et le pouvoir qu'ils avaient pris au peuple va retourner au peuple. Et tant que des hommes mourront pour elle, la liberté ne pourra pas périr. Il faut tous nous unir, il faut tous nous battre pour un monde nouveau. Un monde humain qui donnera à chacun l'occasion de travailler, qui apportera un avenir à la jeunesse et à la vieillesse, la sécurité. Ces brutes vous ont promis toutes ces choses pour que vous leur donniez le pouvoir. Ils mentaient. Ils n'ont pas tenu leurs merveilleuses promesses. Jamais ils ne le feront. Les dictateurs s'affranchissent en prenant le pouvoir, mais réduisent en esclavage le peuple. Alors, battons-nous pour accomplir cette promesse ! Il faut nous battre pour libérer le monde, pour renverser les frontières et les barrières raciales, pour en finir avec l'avidité, la haine et l'intolérance. Il faut nous battre pour construire un monde de raison, un monde où la science et le progrès mèneront tous les hommes vers le bonheur. Soldats, au nom de la Démocratie, unissons-nous tous ! »

Le dictateur de Charlie Chaplin •

WEB +

Écoutez l'intégralité de l'émission sur <https://www.altermedialab.be/lab/bruxitizen/>

L'écokot Saint-Louis, l'écologie étudiante... et militante

La question des initiatives citoyennes pour la défense du climat et de l'environnement est au cœur des préoccupations. Comment réagissent les jeunes, hier encore mobilisés dans la rue clamant haut des revendications et demandant des garanties pour leur avenir ? Pour mettre en lumière leurs attentes jusqu'ici déçues, coup de projecteur sur une initiative originale : l'écokot Saint-Louis.

RAFAËL RIFFLET

L'année 2019 a vu la politisation d'une tranche jusque-là plutôt discrète de la population belge qui s'est cristallisée autour de la problématique du climat : en effet, les jeunes sont descendus dans la rue pour clamer leur inquiétude quant à l'efficacité des politiques menées pour lutter contre le réchauffement climatique. Si dans l'ensemble le monde politique a répondu positivement à cette mobilisation, pour nombre de ces jeunes, comme Marie, cofondatrice de l'écokot Saint-Louis, cet espoir et cette foi placés dans le politique ont été déçus. En effet, si la Belgique prend certains engagements pour garantir à ses citoyens un environnement sain, une bonne partie de ces jeunes activistes s'indigne de la lenteur du processus, ainsi que des incohérences qui restent légion. Pour en savoir plus sur les attentes et les espoirs de ces jeunes, visite au sein d'une

résidence universitaire pas tout à fait comme les autres : l'écokot de l'Université Saint-Louis.

Le concept d'écokot est intéressant à plus d'un titre et certainement de par la simplicité qui entoure le dispositif. Il s'agit d'une structure au sein des logements proposés par l'Université Saint-Louis qui s'est donné pour thème la protection de l'environnement, à l'instar des nombreux autres kots à projets (KAP) existant sur les campus universitaires belges. L'écokot Saint-Louis compte cinq personnes et est relié de manière informelle aux autres écokots, notamment ceux situés à Mons, Namur, Liège ou Louvain-la-Neuve. Ayant connu des épisodes moins heureux par le passé, cette structure a été ranimée par deux étudiantes, Marie Van der Loos et Pauline de Wae, dans le courant de l'année 2018 avec l'aide de

l'administration universitaire. Pour elles, cela sonnait comme une évidence : « *Le fait qu'il n'y avait plus de kot engagé dans la défense de l'environnement, c'était absurde.* » Le but étant de sensibiliser la communauté étudiante à leur cause, « *s'est ensuivie une phase de recrutement d'étudiants intéressés à nous rejoindre, avec pour l'anecdote des posters horribles avec nos bobines dans des pommes, et, du coup, on a assez vite pu intéresser des étudiants parce que l'envie était là : il manquait juste une impulsion.* »

DEDANS ET DEHORS

L'écokot Saint-Louis poursuit deux objectifs : l'un concerne la vie au sein du kot lui-même et l'autre porte sur les activités proposées par le collectif à l'ensemble de la communauté étudiante. S'il n'y a pas de règles de vie à proprement parler obligatoires pour

les habitants du kot en termes d'habitudes de consommation ou de style de vie, il n'en demeure pas moins fortement conseillé d'adopter un mode de vie plus en phase avec les valeurs mises en avant. Comme l'explique Marie Van der Loos, « *les colocataires de l'écokot sont tous des gens sensibilisés aux questions d'environnement : la moitié est végétarienne et on fait tous attention à notre consommation, même si on pourrait aller plus loin pour faire correspondre nos actes à nos idées.* ». Certains d'entre eux fabriquent leur dentifrice ou déodorant de manière artisanale. Le mode de vie zéro déchet est mis en avant, ainsi que l'adoption du végétarisme. La sensibilisation à des méthodes d'achats *ecofriendly* est également prônée, comme le simple fait d'aller faire ses courses au marché des Tanneurs, situé dans le centre de Bruxelles et qui propose une alimentation bio de saison et en vrac, ou de s'approvisionner auprès des producteurs locaux, situés à maximum 60 km de l'écokot.

Concernant les activités proposées aux étudiants, « *notre façon de travailler se fait toujours autour de thèmes*, précise Marie : *le plus récent tournait autour de l'industrie vestimentaire, illustré par un film, River Blue, de David McLivride. Autour de chaque thème, on essaie de toucher des gens avec des actions différentes.* Ici une initiation au shopping vestimentaire de deuxième main, là des ateliers d'ordre pratique ou encore des conférences, comme ce fut le cas lors du cycle d'activités sur le végétarisme/véganisme et son impact écologique. L'écokot organise également des fêtes « *pour le côté fun, puisque, vu qu'on relance le KAP, il faut aussi veiller à être plus visible. On avait aussi envie de montrer qu'il est tout à fait possible de faire des fêtes sans faire des montagnes de déchets, de gobelets en plastique, etc.* », argumente Marie, la cofondatrice du projet. La pluralité des campagnes de sensibilisation offertes par le kot a

pour but de toucher une multiplicité de strates du monde étudiant. Ayant souvent commencé leur action de sensibilisation au sein de leur propre famille, les promoteurs de l'écokot sont en effet conscients des différents degrés de prise de conscience auxquels ils sont confrontés dans leur activité, d'où la grande variété d'approches.

L'ÉCOKOT COMME FACILITATEUR

Au-delà des intentions, comment appréhender les résultats concrets pour cette approche « *grass roots* » ? Les témoignages de participants plus ou moins réguliers aux ateliers proposés par l'écokot donnent le ton. Si le KAP semble bien maîtriser sa communication et parvient à se faire connaître et reconnaître dans la communauté étudiante, les avis sont plus mitigés quant à l'efficacité de son action. Là où le bât blesse, c'est sans doute dans la capacité des membres de l'écokot à attirer vers eux des individus peu ou pas sensibilisés à la problématique. En effet, si, selon leur vision, la conscientisation du plus grand nombre représente une priorité, il semble difficile de cibler large avec les moyens à leur disposition. Marie reconnaît d'ailleurs volontiers que « *parfois on tombe sur des gens mieux renseignés que nous.* »

Par contre, les étudiants qui participent aux activités ont généralement un aperçu positif de l'expérience : « *Les activités sont souvent sympas et les thèmes sont à chaque fois bien choisis. On parle de choses concrètes dans un cadre agréable* », témoigne Marie-Pierre De Groote, étudiante en droit. Les participants sont également récompensés par toute une série de connaissances d'ordre pratique et réalisées sur mesure. Le fait de motiver les participants à mieux se nourrir ou plus globalement d'offrir une forme de déclin pour des individus hésitant encore à faire le pas constitue des avancées

notables de ce genre d'atelier. Comme le relève Ashenta Trigo Teixeira, étudiante en sciences politiques, « *après ma première année passée en Belgique durant laquelle j'avais adopté le mode de "surconsommation" généralement répandu ici, j'ai fait le choix de faire évoluer mes habitudes de consommation. Par exemple je n'achète plus de vêtements en grande surface, mais plutôt en friperie. Après, ça ne convient pas à tout le monde : chacun son rythme et son souhait, avec ce que l'on veut changer.* » Devant l'aspect potentiellement dantesque de certains changements de style de vie, l'écokot tente de se placer en tant que facilitateur.

Plus fondamentalement, ce qui diverge sans doute dans le chef des participants, c'est l'appréhension de la portée de ce type d'initiatives. Si tous sont convaincus du bien-fondé de ce genre d'initiatives, il convient cependant de distinguer ceux qui considèrent qu'en tant que citoyens, il s'agit de « voter avec ses pieds », c'est-à-dire influencer le gouvernement par une conscientisation de masse afin d'inciter une forme de révolution des consciences par le bas. Un tel mouvement passe par le biais de l'éducation pour faire évoluer les attentes de la société dans son ensemble. D'autres estiment que c'est au gouvernement d'agir en suivant une logique de prise de décision descendante (*top-down*) pour diminuer à court terme notre empreinte carbone, quitte à précéder l'évolution des mentalités. Pour Thomas Pirotte, étudiant en sciences politiques, « *nous sommes actuellement dans un système hiérarchisé, cannibale et écologiquement destructeur : l'urgence est d'instaurer d'autres normes, plus éthiques, moins inégalitaires et surtout pérennes pour la planète.* » Une étudiante s'est pour sa part interrogée sur le droit qu'elle avait encore, éthiquement parlant, d'amener des enfants dans ce monde au vu des perspectives d'avenir. •

La précarité étudiante, un fléau sans frontières

Le 8 novembre, un étudiant lyonnais s'immole afin de dénoncer la situation financière difficile des étudiants. Son geste choque et mobilise immédiatement les communautés estudiantines française et belge et relance le débat sur la précarité étudiante.

MAISSA MZOUKI

En novembre dernier, une petite centaine d'étudiants manifestaient à Bruxelles, devant le siège du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles : « Plus de fric pour l'enseignement public », « jeunesse en galère, marre d'être précaire », « étudiant est un droit que l'on ne négociera pas », tels étaient quelques-uns des slogans scandés dans le froid par les étudiants présents. Soutenus par la Fédération des étudiants francophones (FEF), les manifestants exigent plus d'aides de la part de la FWB, compétente en matière d'enseignement supérieur. Cette mobilisation se déroulait quelques jours après l'immolation en France d'Anas K, étudiant lyonnais, posant ainsi un geste désespéré. Selon Chems Mabrouk, présidente

de la FEF, ce geste est la traduction des difficultés financières des étudiants européens en général. D'après

« Le nombre d'étudiants concernés par ces situations de précarité augmente »

ALAIN B., UN ASSISTANT SOCIAL AU SEIN D'UN CPAS BRUXELLOIS

la présidente, l'enseignement est un droit qui doit s'accompagner de celui de pouvoir mener une vie décente : « Beaucoup d'entre nous ont du mal à se nourrir et mangent des pâtes, on a rendu cette situation presque normale parce qu'ils sont étudiants. Il faut casser cette image. »

DE PLUS EN PLUS DE JEUNES EN DIFFICULTÉ

La FEF estime le coût d'une année académique entre 8.000 et 12.000 € et fait le parallèle avec une précarisation dans la société entière, rendant impossible le soutien financier pour certaines familles. Selon Alain B., un assistant social qui travaille dans un CPAS bruxellois et qui traite les demandes des étudiants, « le soutien

« Les enveloppes budgétaires pour ces allocations d'études doivent être augmentées afin de pouvoir distribuer plus de bourses. »

CHEMS MABROUK

familial est un élément central et la crise au niveau de l'emploi ne vient pas faciliter la situation de certains jeunes. Le rapport aux études évolue également, l'ULB n'a jamais eu autant d'étudiants que cette année. Donc le nombre d'étudiants concernés par ces situations de précarité augmente », poursuit l'assistant social. Une recherche réalisée en 2018 par Kacimi Imène, en collaboration avec l'Association pour la solidarité étudiante en Belgique (ASEB), montre que le logement, l'alimentation et l'isolement dû à une rupture familiale font partie des nombreuses raisons de cette précarisation des étudiants.

La dernière étude de la Fédération des CPAS de l'Union des villes et communes de Wallonie (*Radioscopie 2020 des politiques d'insertion menées*

dans les CPAS wallons) révèle que 33% des bénéficiaires de ces CPAS proviennent de la catégorie d'individus de 18 à 24 ans. Ces demandes d'étudiants pour un revenu d'intégration (RI) ont en effet explosé dans les CPAS. C'est aussi le cas à Bruxelles.

LES AIDES MISES EN PLACE, DÉRISOIRES OU RÉELLEMENT UTILES ?

Plusieurs aides sont mises à la disposition des étudiants, que ce soient les allocations d'études, les bourses, les aides au logement, etc. Le montant des allocations d'études se calcule en prenant en compte plusieurs composantes telles que l'ensemble des revenus des membres du ménage de l'étudiant, le nombre de personnes à

charge, le fait de loger dans un kot ou non et enfin le fait de bénéficier d'allocations familiales. Dans le cas où un étudiant ne répond pas à ces critères, il existe un second type d'allocations d'études, dit forfaitaire, qui accorde à l'étudiant, s'il réunit une série de conditions, l'allocation la plus favorable. Le montant final varie selon le dossier, la situation et la législation en cours, entre 400 et 5.000 €.

Pourtant, estime Alain B., elles sont trop peu élevées pour vivre décemment avec les montants alloués, surtout dans une ville comme Bruxelles. « On doit payer un loyer pour un logement ou un kot, de quoi manger, s'habiller, se soigner. » L'avis de la FEF est similaire : pour Chems Mabrouk, les budgets alloués aux CPAS et ➔



© Pixabay

« La FEF réclame plusieurs choses : tout d'abord, la réduction des frais d'inscription à 175 €, au lieu des 835 réclamés actuellement, le refinancement des allocations d'études pour lutter contre la précarité étudiante, le remboursement des frais de matériel, mais aussi, comme l'évoque Chems Mabrouk, la création de logements publics accessibles aux étudiants à des prix raisonnables ou encore le refinancement plus général de l'enseignement supérieur. »

➔ à l'administration responsable des allocations d'études ne sont pas suffisants pour couvrir les besoins : « Les enveloppes budgétaires pour ces allocations d'études doivent être augmentées afin de pouvoir distribuer plus de bourses à plus de gens. Autre difficulté : le fait que dans certains cas le jeune qui introduit sa demande dépasse de 50 euros la limite ; il n'obtiendra pas la bourse, mais sa situation n'en sera pas moins précaire. Enfin, le manque de personnel rend les administrations surchargées, c'est pourquoi certains jeunes doivent attendre plusieurs mois avant de toucher leur bourse. »

L'AIDE DU CPAS : LE REVENU D'INTÉGRATION

Alain B. explique qu'un jeune peut toucher un revenu d'intégration,

mais avant, il faut établir un projet individualisé d'intégration sociale (PIIS), soit un contrat liant l'utilisateur et le CPAS, qui prévoit certaines conditions à l'octroi du revenu d'intégration. Pour un étudiant, par exemple, il doit réussir ses sessions d'examen et prouver qu'il a envie de réussir. Ceux qui ne peuvent pas profiter du RI ou qui n'entrent pas dans les critères de bourse sont envoyés vers des associations afin d'être aidés. Ce sont ceux dont les revenus du ménage, le salaire du ou des parents, sont trop élevés. Alain B. déclare : « Fatalement, en cas de salaire élevé, les ressources à prendre en considération empêchent l'octroi d'un complément aux jeunes. » Yannis Bakhouché, président de l'ASEB, fournissant une aide alimentaire aux étudiants, témoigne : « On travaille avec

les services sociaux qui font ce boulot et nous envoient des étudiants en difficulté qui ne correspondent pas aux conditions d'aides financières. » Il évoque tout de même la difficulté à faire venir des jeunes qui ont peur d'être stigmatisés en se rendant dans leurs épiceries sociales.

LE MANQUE DE COMMUNICATION POINTÉ DU DOIGT

Bien que des aides soient proposées, elles sont pour la plupart méconnues du grand public. Pour les associations étudiantes, le nœud du problème est le manque de communication de la part des services sociaux, Yannis Bakhouché explique que « les étudiants ne sont pas bien informés et ce manque de communication a des conséquences,

telles que le décrochage universitaire et d'autres dérives ». Même écho du côté de la Fédération des étudiants francophones (FEF) pour qui il existe une méconnaissance de l'existence même des allocations d'études et des bourses, liée à un manque de publicité (fortuite ou voulue) autour de ces aides. La solution serait de prôner une meilleure information. Mais, selon l'assistant social Alain B., ce manque de communication se justifierait par la charge de travail administrative très importante qui s'ensuivrait, de par la gestion des dossiers et le suivi social. Il explique également que, dans le passé, un expert du vécu a préconisé la rédaction d'un fascicule reprenant les différentes aides disponibles pour les étudiants, mais que l'idée a vite été refusée, car la peur d'une demande accrue a refroidi

l'institution. Pour Chems Mabrouk, il faut mettre en place des mesures pour pouvoir venir en aide à tout le monde, car « ça montre l'état critique de la situation, notamment le financement du CPAS et l'état de précarité des jeunes ».

LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES

Afin de lutter contre cette précarité, le système doit évoluer et, pour ce faire, la FEF réclame plusieurs choses : tout d'abord, la réduction des frais d'inscription à 175 €, au lieu des 835 réclamés actuellement, le refinancement des allocations d'études pour lutter contre la précarité étudiante, le remboursement des frais de matériel, mais aussi, comme l'évoque Chems Mabrouk, la création de logements publics accessibles aux étudiants à des

prix raisonnables ou encore le refinancement plus général de l'enseignement supérieur. Selon l'ASEB, la thématique revient chaque année, il est nécessaire de trouver des solutions et de fournir des aides physiques directes. Le 17 novembre prochain, dans le cadre de la Journée internationale des étudiants, la FEF organisera une manifestation d'envergure en invitant la société civile et les organisations internationales des étudiants européens à y participer, car, « même si on se sent davantage écoutés, l'enjeu consiste à créer une mobilisation suffisamment large pour qu'à un moment on soit obligé de nous entendre », conclut Chems Mabrouk. •

Quelle révolution pour le COMAC Saint-Louis ?

COMAC est un cercle communiste qui compte plus de 10.000 membres actifs en Belgique parmi la communauté estudiantine. Il prône un changement radical marxiste de notre société. Mais préconise-t-il une révolution ? Réponses de cette organisation à travers ses idées et celles du président de ce cercle pour l'Université Saint-Louis, Hugo Sonck.

SOLINE PELLKOFER

COMAC est une organisation de jeunesse nationale bilingue du Parti du Travail de Belgique (PTB), présente dans les villes estudiantines de Belgique et qui rassemble des jeunes de 14 à 30 ans. Comme l'indique son acronyme, COMAC réunit ces jeunes autour de cinq idées : Changement Optimisme Marxisme Activisme Créativité. Ce cercle politique est le seul cercle à l'échelle nationale. Selon le président du COMAC Saint-Louis, Hugo Sonck, cela représente «un véritable casse-tête administratif, mais qui en vaut la peine». En effet, un cercle national implique une interaction entre ses membres francophones et néerlandophones, ce qui permet de prendre en compte les divers points de vue du nord et du sud du pays et ainsi d'élargir les débats et réflexions.

COMAC milite pour un enseignement de qualité accessible à toutes et à tous ainsi que pour un enseignement réellement gratuit à tous les niveaux.

COMAC, INITIATEUR OU VICTIME DES POLÉMIQUES ?

Contrairement à certains cercles étudiants politiques, COMAC se tient à l'écart des polémiques qui pourraient

entacher leur image. Cependant, il n'est pas toujours possible d'y échapper. La dernière polémique en date liée à COMAC a été lancée en 2017 par Dylan Vandernickt, l'ancien vice-président des jeunes N-VA : elle visait une étudiante de COMAC. Un montage photo a été publié représentant une des membres de COMAC VUB se faisant violer par des migrants, que Dylan Vandernickt avait représentés par divers «Pepe the Frog». Cette grenouille est un symbole adopté par la droite nationaliste américaine. Le montage de l'ex-vice-président était accompagné d'un commentaire qui disait «#refugees welcome». Rapidement le montage a pris une certaine ampleur médiatique et a poussé le président des jeunes N-VA à réagir pour essayer d'apaiser la polémique, et Dylan Vandernickt a été contraint

de démissionner. Cette polémique a surtout permis à COMAC de prendre la parole au sujet des menaces et intimidations que le cercle subissait régulièrement de la part des jeunes N-VA.

UN DROIT À L'ÉDUCATION POUR TOUS

Si le cercle cherche à éviter les polémiques, COMAC est présent sur bien des sujets qui suscitent des débats au sein de la société : par exemple récemment, la ministre de l'Enseignement supérieur pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, Valérie Glatigny (MR), voulait que des milliers d'étudiants précaires remboursent une aide financière qu'ils avaient reçue il y a deux ans. COMAC, tout comme la FEF, une autre fédération étudiante, s'est opposé à ce remboursement. Pour ce faire, COMAC a publié sur son site internet des arguments en faveur de l'annulation des demandes de remboursement des aides reçues, comme le fait que la précarité étudiante soit en croissance ces dernières années et que le remboursement de ces aides les pousserait à arrêter leurs études par manque de moyens, ce qui a finalement été avalisé par les autorités. Ce cercle étudiant s'est également engagé dans le débat pour la diminution du coût des études et plaide pour celle-ci afin de répondre à l'urgence sociale. Ce sont des sujets qui ont été au cœur du débat sociétal au cours des derniers mois, mais que COMAC a pris à bras-le-corps.

De façon plus globale, le système éducatif dans notre pays empêche un certain nombre de jeunes de s'accomplir à travers les études. En effet, des études montrent que le niveau de diplôme des parents exerce une influence considérable sur le futur de leurs enfants. Un jeune dont la mère n'a qu'un diplôme de primaire ou du secondaire a moins

Portrait Hugo Sonck

« D'UN SENTIMENT DE TRISTESSE À UN SENTIMENT DE RÉVOLTE »

Étudiant en 2^e année de droit, Hugo Sonck, du haut de ses 20 ans, est le président du cercle COMAC pour l'Université Saint-Louis. Une mère professeure en secondaire, un père assistant social, c'est la sœur d'Hugo, qui travaille à la CSC, qui, la première, a rejoint COMAC. C'est grâce à elle qu'Hugo a appris l'existence de ce cercle politique étudiant. En commençant l'université, Hugo s'y est engagé et, depuis près de cinq mois, il est membre du PTB. Le cas d'Hugo et de sa famille diffère un peu du schéma traditionnel de l'affiliation politique. En effet, les parents d'Hugo jusqu'à il y a peu n'étaient membres d'aucun parti politique malgré un suivi actif de la politique belge de par leur profession respective. Leur récente affiliation au PTB

est liée aux échanges qu'ils ont eus avec leurs enfants qui les ont convaincus de suivre leur exemple.

LE CHOIX DE COMAC

Hugo a effectué sa scolarité dans une école où les inégalités étaient fortement présentes : « *J'avais des amis qui vivaient dans des logements sociaux, d'autres dont les parents connaissaient des fins de mois difficiles.* » Ces inégalités ont forgé les opinions d'Hugo et l'ont poussé vers COMAC. Par ailleurs, il souhaitait avoir une compréhension fine des causes des injustices. Aujourd'hui, Hugo parvient à formuler une réponse argumentée sur celles-ci : « *Les injustices sont les conséquences des politiques antisociales mises en place depuis des années. La société dans laquelle nous vivons fait passer le profit de l'argent avant les besoins de sa population.* » Cette affiliation à COMAC a provoqué un changement de paradigme chez lui : il est passé d'un sentiment de tristesse à un sentiment de révolte.

de chance d'effectuer des études universitaires qu'un jeune dont la mère a un diplôme du supérieur de type universitaire. COMAC se donne pour mission de mettre fin à ces inégalités sociales. Par ailleurs, ce cercle voudrait parvenir à détruire le système élitiste qui est au fondement du système de reproduction sociale. Aujourd'hui, il existe d'autres freins à l'accès à l'université que la reproduction sociale, tels que le coût des études supérieures. COMAC milite pour un enseignement de qualité accessible à toutes et à tous ainsi que pour un enseignement réellement gratuit à tous les niveaux.

COMAC ET LE CLIMAT

Le climat est un autre sujet dont tous les cercles politiques étudiants s'emparent. En effet, les derniers-nés de la génération Y ainsi que de la génération Z, dite génération silencieuse, sont baignés dans l'incertitude quant à l'avenir de la planète, depuis leur enfance pour les plus avertis et depuis leur adolescence pour les autres. Il ne fait aucun doute que ces deux générations sont conscientes de l'enjeu que représente le climat et sont à l'initiative des marches pour le climat en Belgique mais aussi ailleurs dans le monde. COMAC propose des mesures pour limiter le réchauffement →

► climatique à 1,5 °C dans les traces de l'Accord de Paris de 2015, comme une réduction de 60 % des gaz à effet de serre d'ici à 2030.

Selon COMAC, un groupe de jeunes peut changer le monde, mais à certaines conditions. La première est qu'il veut que ces jeunes soient nombreux. La deuxième condition est qu'il faut que ces jeunes parviennent à se mobiliser, se battre et à persister dans le temps. C'est grâce à la pression de la rue que le climat est au premier plan dans l'agenda politique aujourd'hui. Cependant une transition écologique ne peut pas se faire en un claquement de doigts et la transition que prône COMAC aura fort à faire face aux multinationales, aux lobbys, pour qui cette transition écologique ne serait pas profitable. Car, selon les jeunes PTB, «*la révolution climatique sera sociale ou elle ne sera pas*». COMAC prône ainsi une sortie du système capitaliste qui serait responsable de la crise climatique dans laquelle nous sommes empêtrés aujourd'hui et dont les conséquences pourraient s'avérer catastrophiques...

Selon le président de COMAC Saint-Louis, pour sortir de l'impasse climatique, il faut en effet une révolution climatique et sociale ambitieuse. Mais comment parvenir à cette révolution? D'après Hugo Sonck, il faut, entre autres, faire payer les vrais responsables, c'est-à-dire, les multinationales : «*Aujourd'hui en Belgique, il y a seulement cinq multinationales qui sont à elles seules responsables de 20 % de la pollution belge.*» Il faut selon lui mettre en place des mesures qui ne précarisent pas la population, telle une gratuité des transports en commun, plutôt que de taxer encore un peu plus les voitures. La question autour des émissions de CO₂ a débouché sur un principe plutôt connu, qui est le European Credit Transfer and Accumulation System (ECTS), alias le

marché carbone. Ce système a débouché sur une utilisation abusive de la part de certaines entreprises : «*Il permet aujourd'hui à des multinationales de faire des profits tout en polluant encore plus qu'auparavant*», explique Hugo Sonck. Le marché carbone, selon le président du COMAC, devrait faire partie de l'histoire, et non du présent.

UNE ÉGALITÉ SOCIALE POUR TOUS

Aujourd'hui, les inégalités sociales grandissent un peu plus chaque jour : selon COMAC, les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres. Ce cercle vicieux est alimenté par le système économique propre à notre société. «*Aujourd'hui, 1 % de la population mondiale possède plus de richesse que les 99 % restants*», explique le président de COMAC Saint-Louis.

Ce que COMAC veut, c'est une société différente où l'égalité et la solidarité seraient de mise. Cette société prônée par COMAC est une société où tous les individus auraient droit à un avenir, un travail bien rémunéré, mais aussi du temps libre. Pour parvenir à cette société idéale envisagée par COMAC, il faut une révolution qui mènerait vers une distribution du pouvoir et des richesses entre les mains de la population. Le racisme est aussi un point important pour COMAC. Un sujet trop peu traité par certains politiciens alors que d'autres instrumentalisent cette thématique pour diviser encore un peu plus le pays. COMAC propose une société où les diverses formes de discrimination seraient interdites et où la diversité serait encouragée et serait considérée comme une richesse.

COMMENT PARVENIR À CETTE RÉVOLUTION ?

Plusieurs réponses sont apportées à cette question de la nécessité d'une

révolution et toutes ces réponses sont interreliées. Hugo Sonck explique que le PTB a dévoilé sur son site internet «*son programme en 10 points pour une révolution climatique et sociale*». Dans ce programme, on retrouve des citations chocs comme : «*Si le climat était une banque, il serait déjà sauvé*»; un programme qui s'accompagne d'une proposition qui, dans ce cas-ci, représenterait un investissement public annuel de 5 milliards d'euros supplémentaires. «*La révolution ne viendra pas du parlement, mais de la rue. C'est à la rue de mettre la pression sur les politiques, comme avec les marches pour le climat*», rétorque Hugo Sonck.

Si Hugo et COMAC ne parlent pas d'une révolution par la force, elle passe par des actions des citoyens et par des remaniements profonds de la société dans laquelle ces jeunes évoluent pour tendre vers une société plus égalitaire en termes de droits, mais aussi d'un point de vue social.

COMAC À SAINT-LOUIS

Contrairement à l'ULB ou à l'UCL, COMAC Saint-Louis est un cercle comprenant un nombre d'adhérents restreint. À Saint-Louis, il y a 42 membres sur le groupe fermé Facebook. Ce chiffre n'est pas énorme, mais il faut veiller à ne pas oublier que le cercle COMAC existe à l'USL-B depuis septembre 2019.

COMAC Saint-Louis organise une activité par quadrimestre. La première activité avait comme objet le harcèlement sexuel. Cette activité était organisée en lien avec «*la marche contre les violences faites aux femmes*» de novembre 2019. COMAC Saint-Louis s'est aussi associée à six autres cercles étudiants de Saint-Louis pour organiser le «*Saint-Louis 4 Women's Rights*» afin de mettre à l'honneur les deux jours de grève historiques qui se sont déroulés les 8 et 9 mars 2020. •

COMAC : un cercle révolutionnaire ?

Interview de Youri Vertongen, politologue à l'Université Saint-Louis, sur la dimension «révolutionnaire» du cercle du PTB.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOLINE PELLKOFER

ALTER MÉDIALAB : Est-ce que COMAC joue un rôle dans la stratégie du PTB pour conquérir les jeunes? Si oui, dans quelle mesure cela fonctionne-t-il?

YURI VERTONGEN : Certainement. Sinon COMAC n'existerait pas. C'est quand même un des cercles étudiants les plus présents sur les grands campus universitaires, à l'UCL, à l'ULB, même si c'est moins le cas à l'USL-B. Il y a un gros travail, de ce que j'en sais, pour trouver des membres parmi les jeunes étudiants ainsi que de gagner des postes à pouvoir, y compris dans l'administration de l'université. Ça permet notamment à leurs jeunes militants de se faire leurs premières armes avant éventuellement de se faire élire à d'autres niveaux de pouvoir (communal, régional, national). Cela doit

«**On n'est jamais trop jeune pour s'intéresser à la politique. Pendant tout un temps, c'est Écolo qui poussait pour que l'âge du droit de vote soit abaissé à 16 ans en vue d'impliquer les jeunes dans la politique.**»

être aussi un mouvement de jeunesse qui ramène pas mal de nouveaux jeunes électeurs dans le sillon du vote PTB.

AML : Le PTB prend aujourd'hui de plus en plus de poids et a réussi à s'immiscer au centre de l'actualité politique. Selon vous, la stratégie de COMAC, qui est de recruter parmi les jeunes étudiants, fonctionne-t-elle pour amener le PTB au-devant de la scène?

YV : Force est de constater que, depuis au moins deux législatures, ils ne font que monter dans les intentions de vote et en nombre de voix et de sièges. Les jeunes qui s'affilient à un cercle étudiant ne sont-ils pas trop influençables? À COMAC, on peut devenir membre à partir de 14 ans... ►

➔ **YV :** On n'est jamais trop jeune pour s'intéresser à la politique. Pendant tout un temps, c'est Écolo qui poussait pour que l'âge du droit de vote soit abaissé à 16 ans en vue d'impliquer les jeunes dans la politique.

La stratégie du PTB en tant que parti est de grossir ses rangs et c'est aussi d'intéresser manifestement une partie des jeunes aux enjeux soulevés par le parti. Ce n'est pas propre au PTB, c'est le cas aussi des autres partis politiques. Tous les partis politiques ont des formes d'organisation de jeunesse qui relayent dans le secteur étudiant et dans celui de la jeunesse les prérogatives des partis politiques.

AML : Dans quelle mesure les cercles politiques étudiants tels que COMAC sont-ils des lieux de contestation ?

YV : Manifestement, ce sont surtout des lieux de socialisation.

N'importe quel parti doit gagner des électeurs. Une partie du corps électoral, ce sont les jeunes. Aussi, plus tôt on les attire, mieux se portera le parti, et un cercle étudiant est un endroit parmi d'autres pour recruter des électeurs. Dans cette socialisation, n'importe quel cercle, n'importe quelle association participe à cet enjeu de la socialisation des jeunes à l'idéologie du parti. C'est valable pour le PTB-COMAC, mais c'est valable aussi pour n'importe quel autre parti selon moi.

AML : Selon vous, dans quelle mesure le cercle étudiant COMAC est-il révolutionnaire ?

YV : Il y a une grosse évolution dans la stratégie du parti PTB depuis une dizaine d'années. Avant ça, la perspective du PTB était davantage révolutionnaire dans le sens où l'enjeu n'était pas d'entrer dans les instances parlementaires, de se faire élire, mais plutôt de travailler sur la base des

mouvements sociaux pour que ceux-ci transforment de l'extérieur la politique belge.

Aujourd'hui, on voit qu'on est dans une autre perspective, celle d'avoir des élus, d'être présent dans les instances parlementaires et de faire pression à l'intérieur même du jeu politique. Pour moi, c'est une des ca-

« Ni le PTB
ni aucun parti
n'est pour l'instant
en mesure
de produire
les conditions
d'une révolution
sociale
en Belgique. »

ractéristiques qui fait qu'on n'est plus tellement dans une perspective révolutionnaire, mais plutôt dans une perspective de réforme puisque le PTB cherche à intégrer les instances politiques telles qu'elles existent pour pouvoir peser au maximum à l'intérieur de ces instances politiques.

Un groupe radicalement révolutionnaire n'aurait que faire des échéances électorales ainsi que des instances parlementaires et travaillerait uniquement sur le renforcement des mouvements sociaux par exemple ou sur le renforcement de la société contestataire pour influencer de l'extérieur la politique belge. Or, aujourd'hui, on voit plutôt qu'il y a une tentative de transformer la politique nationale de l'intérieur au sein des instances parlementaires en ayant des élus. On est donc moins dans une perspective révolutionnaire que dans une perspective réformiste.

AML : Pour le président de COMAC Saint-Louis, « la révolution viendra de la rue, et non du parlement ». Qu'en pensez-vous ?

YV : C'est sa définition à lui. Manifestement, il est encore dans une perspective révolutionnaire classique. Il faut se rendre compte que le qualificatif révolutionnaire est aussi un qualificatif symbolique. Ni le PTB ni aucun parti n'est pour l'instant en mesure de produire les conditions d'une révolution sociale en Belgique. C'est en ce sens-là que le référent révolutionnaire vise aussi peut-être à attirer un petit peu les jeunes. Quand on est jeune, on est plus intéressé par faire de la politique de manière révolutionnaire que par faire de la politique de manière plus réformiste en s'intégrant dans les logiques parlementaires existantes.

Que le président de COMAC Saint-Louis ait ces propos est une chose, mais son parti, lui, s'inscrit dans une perspective davantage réformiste que révolutionnaire. Il n'empêche peut-être que leurs membres continuent à croire au Grand Soir, au moment où il y aura assez de force sociale pour produire les conditions d'une révolution. •



Jugement sur nos tenues

UN PHOTOREPORTAGE D'ANDREA ET ALEKSANDRA, ÉLÈVES À L'INSTITUT PROVIDENCE

Nous avons voulu mettre l'accent sur la pression qu'exerce la société tout particulièrement à l'égard des femmes sur leurs codes vestimentaires. Quelle que soit son appartenance à un groupe social, la société a toujours eu un mot à dire sur le « dress code » des femmes. Combien de filles et de femmes n'ont-elles jamais entendu de la part d'un inconnu ou même d'un membre de sa famille : « ne porte pas de jupe trop courte, ça fait vulgaire », « tu devrais mettre des talons, c'est plus féminin que tes baskets », « habillée comme ça, tu fais fille facile ». Ces phrases sont nombreuses et discriminatoires. Malheureusement, elles demeurent courantes.

Dans certains pays, les femmes sont surveillées et peuvent encourir plusieurs mois d'emprisonnement

pour leur choix vestimentaire. Ces lois inégales entravent la liberté des choix individuels des femmes. Aucune loi de ce genre n'existe pour les hommes. Avoir le choix de porter ou non une minijupe, de porter ou non le voile fait partie de la liberté d'expression de chacun d'exprimer son style, sa religion, ses convictions, ses envies et sa personnalité.

Bien sûr, les hommes ne font pas exception à la règle, mais ce genre de critiques est plus facilement fait aux femmes. Interdire à une femme de porter un vêtement, tel qu'une minijupe, en prétextant qu'il s'agit d'un conseil de bon sens pour leur éviter de se faire agresser est en réalité une limitation de sa liberté individuelle. •

Alter Médialab Bruxitizen

Bruxitizen est un espace de débat qui met les jeunes en présence de différents acteurs de la société civile. **Bruxitizen**, c'est aussi un dispositif de journalisme participatif et citoyen offrant à des étudiants de s'initier aux techniques de journalisme.

Alter Médialab est le laboratoire d'expérimentation journalistique de l'Agence Alter. Découvrez la plate-forme web : altermedialab.be. Vous y trouverez un accès gratuit à des publications journalistiques uniques. L'Agence Alter est spécialisée dans la production de médias d'analyse des problématiques sociales.

